



BUDGET DE L'ETAT 2013 – AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIÉS

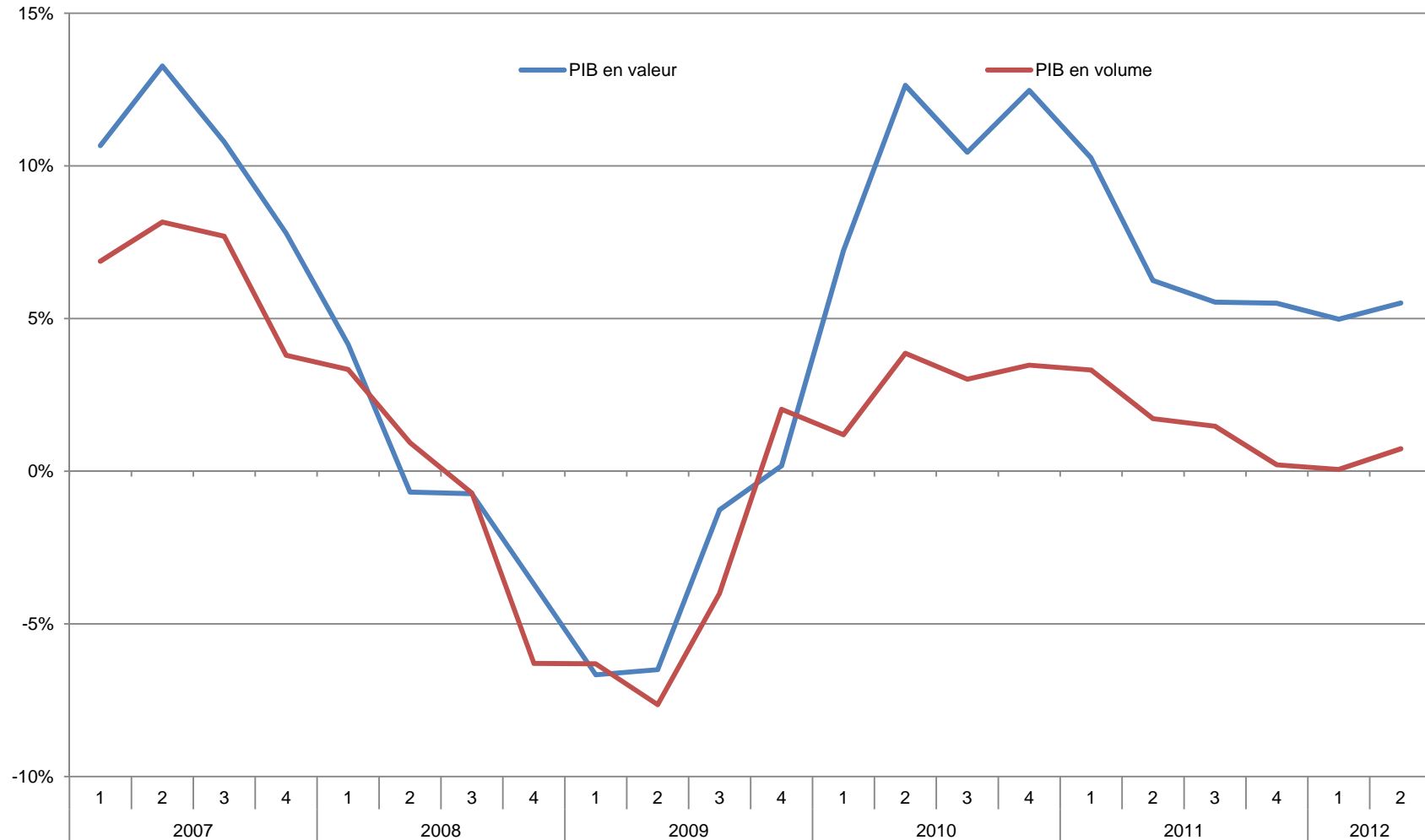
Conférence FNCTTFEL

15 janvier 2013

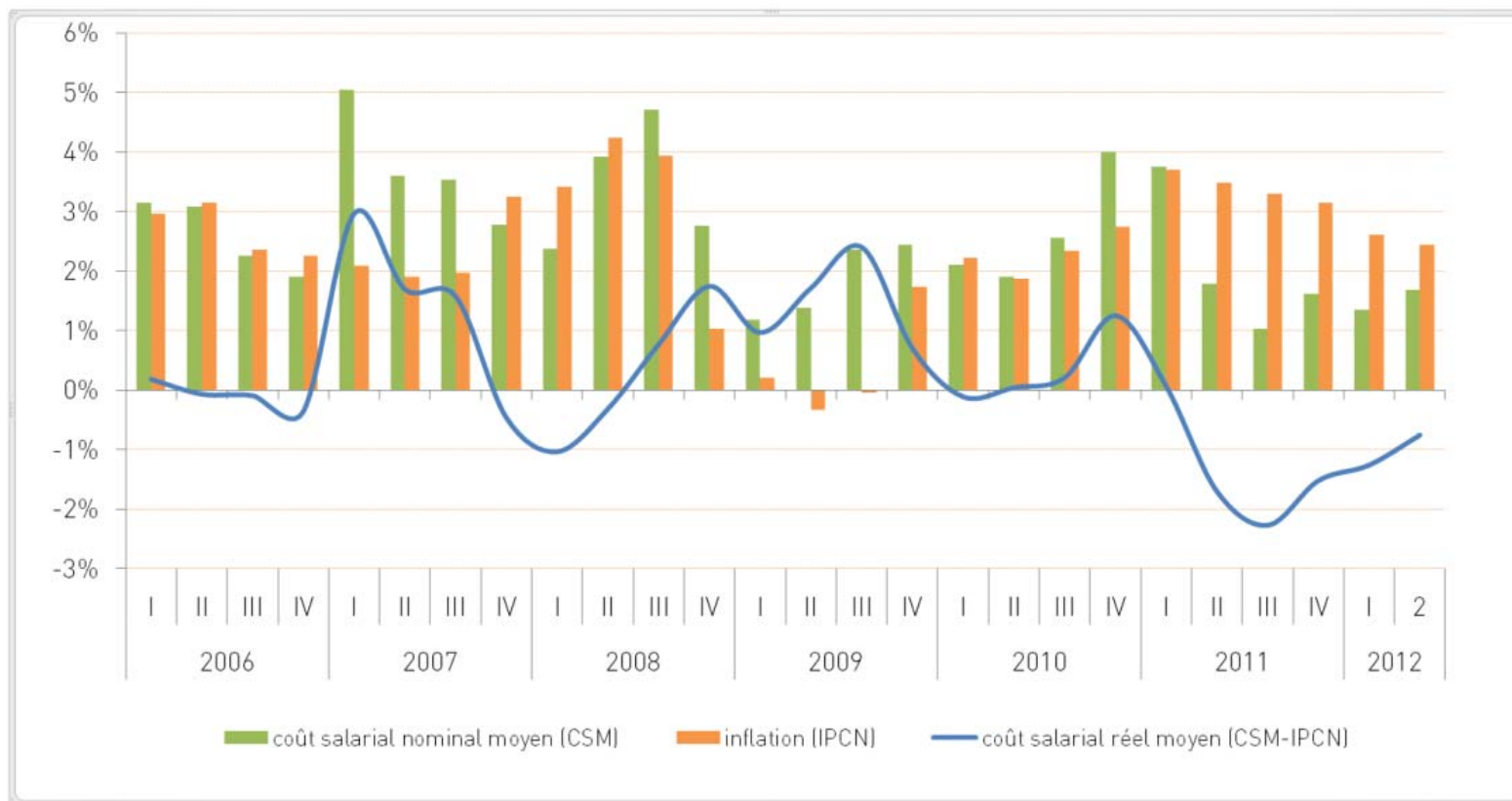
Plan de l'exposé

1. Situation économique, budgétaire et financière
2. Impact des décisions européennes
3. Impact macroéconomique des mesures d'assainissement budgétaire
4. Impact sur la situation des ménages
5. Pour une réforme structurelle de la politique fiscale

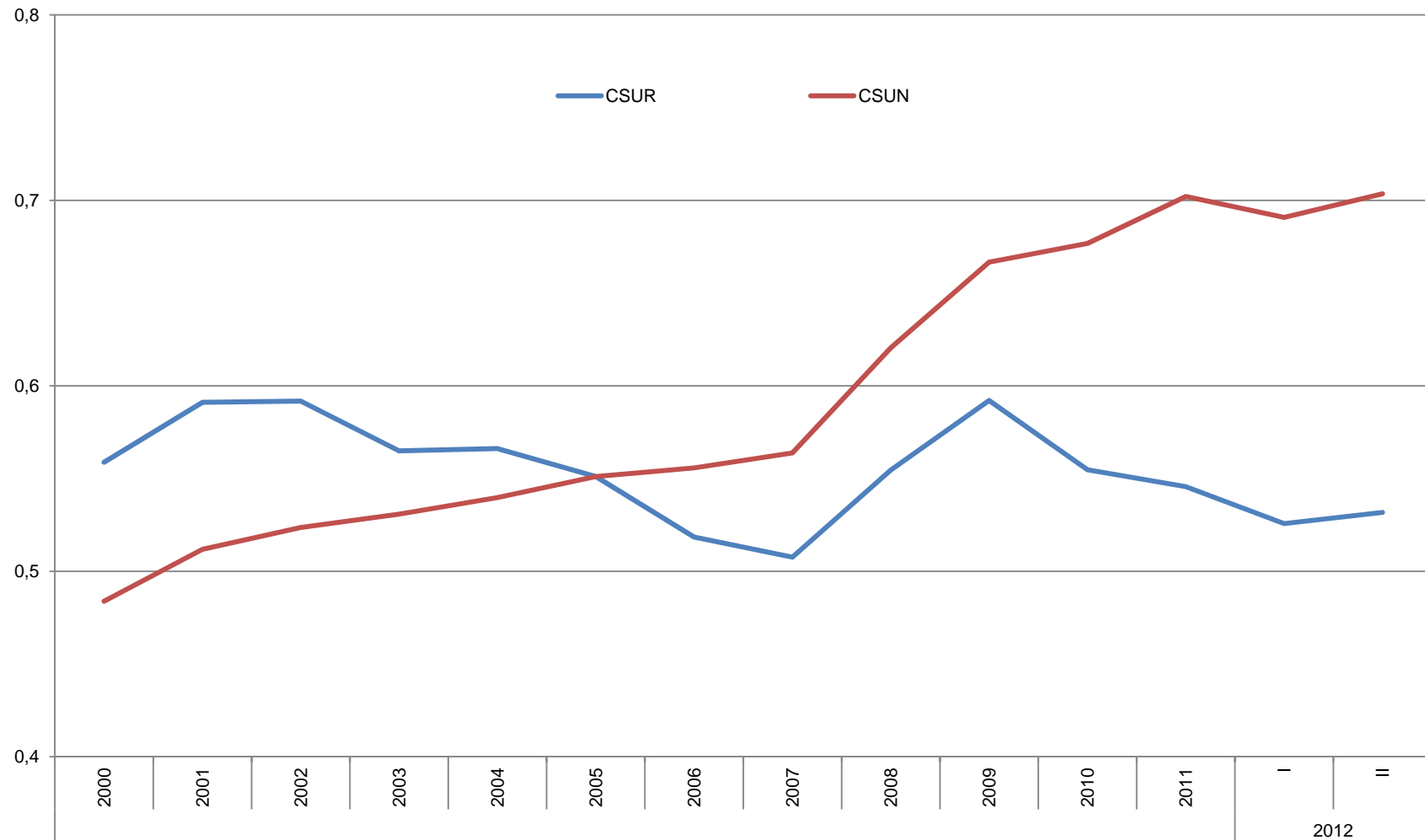
Importance du PIB en valeur pour les recettes publiques



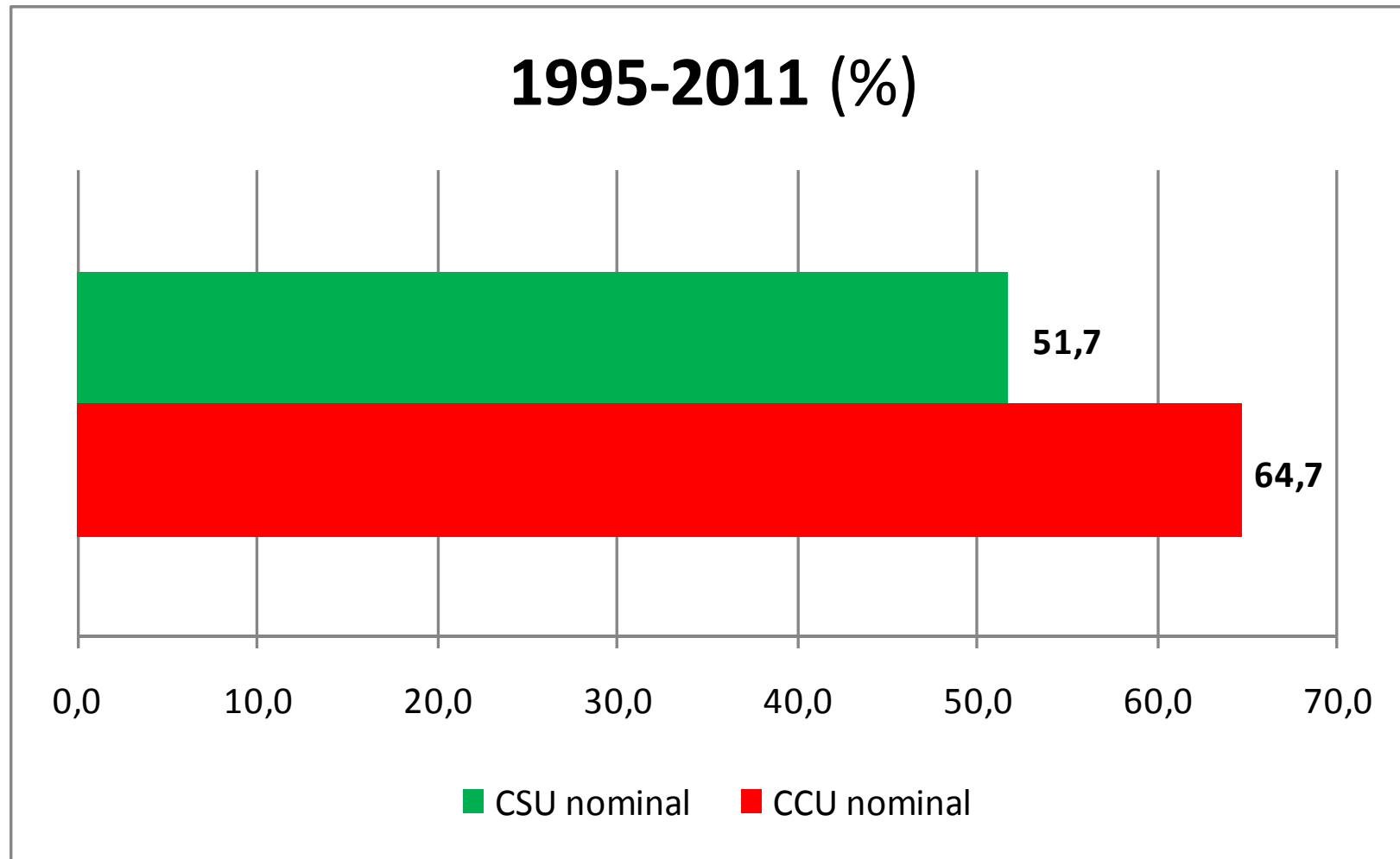
Les salaires réels diminuent encore



Les salaires en évolution conforme à la productivité

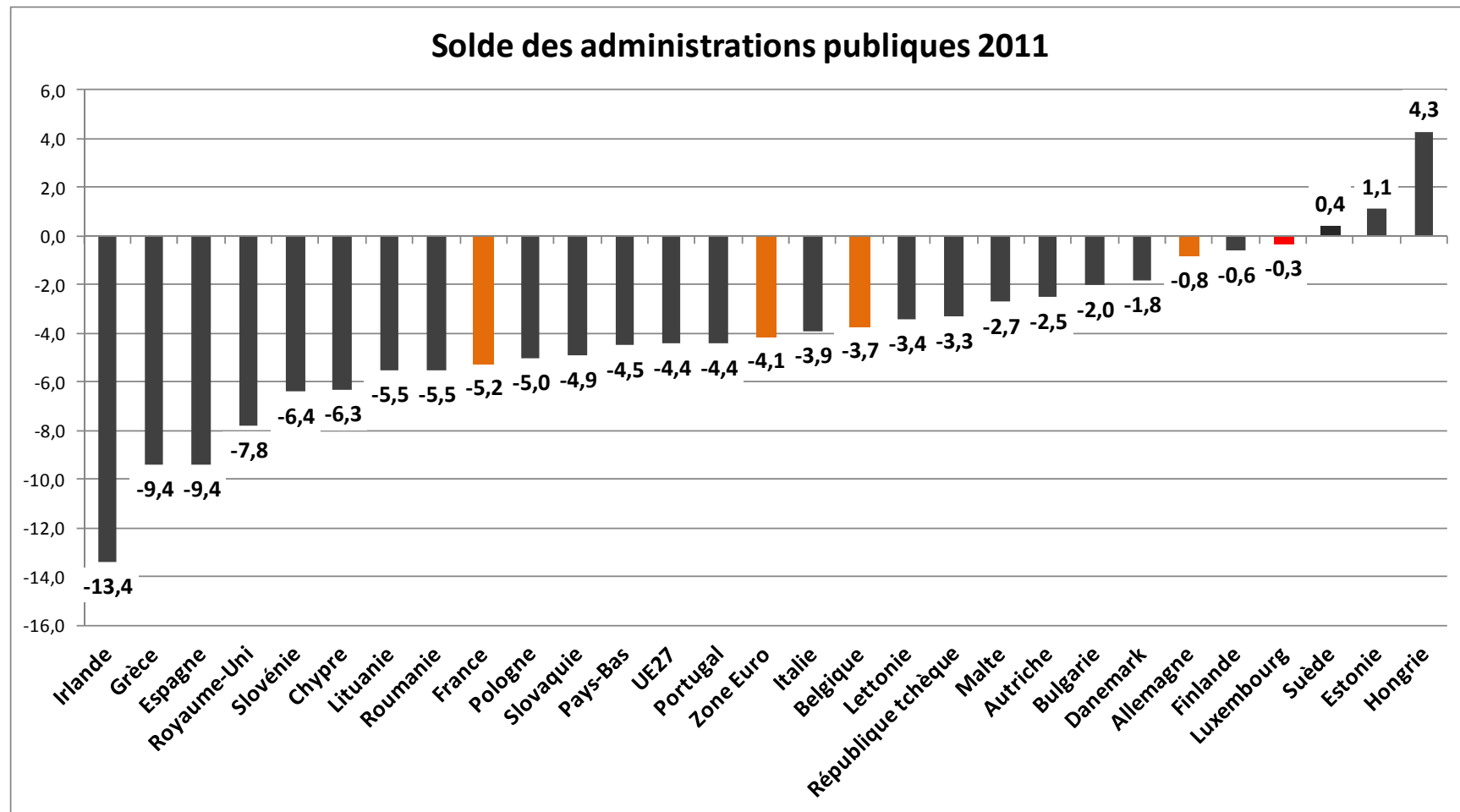


Les marges devancent les salaires



Wie dramatisch ist die finanzielle Situation
unseres Landes ?

Un déficit très faible en comparaison internationale



Des recettes courantes qui couvrent les dépenses courantes

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Solde courant	1.186,1	891,1	902,1	848,2	650,6	96,0	850,7
Solde en capital	-1.183,9	-888,7	-901,9	-847,9	-804,9	-790,3	-598,9
Solde total	2,2	2,4	0,2	0,3	-154,3	-694,3	251,8
	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Budget voté	2013 Projet de budget
Solde courant	1367,6	988,1	246,7	361,5	773,3	457,4	194,7
Solde en capital	-916,0	-904,5	-1.032,2	549,3	-1.134,5	-853,2	-915,3
Solde total	451,6	83,6	-785,5	910,8	-361,2	-395,8	-720,6

Déficit imputable à la politique d'investissement dont bénéficient également les générations futures

Des dépenses qui, en 2013, progressent moins que le PIB et moins que les recettes

	Variation 2013/2012
PIB en valeur	3,8%
Dépenses totales des Administrations publiques	2,7%
Dépenses totales de l'Administration centrale	1,8%
Dépenses totales de l'Etat central (Budget classique)	1,4%

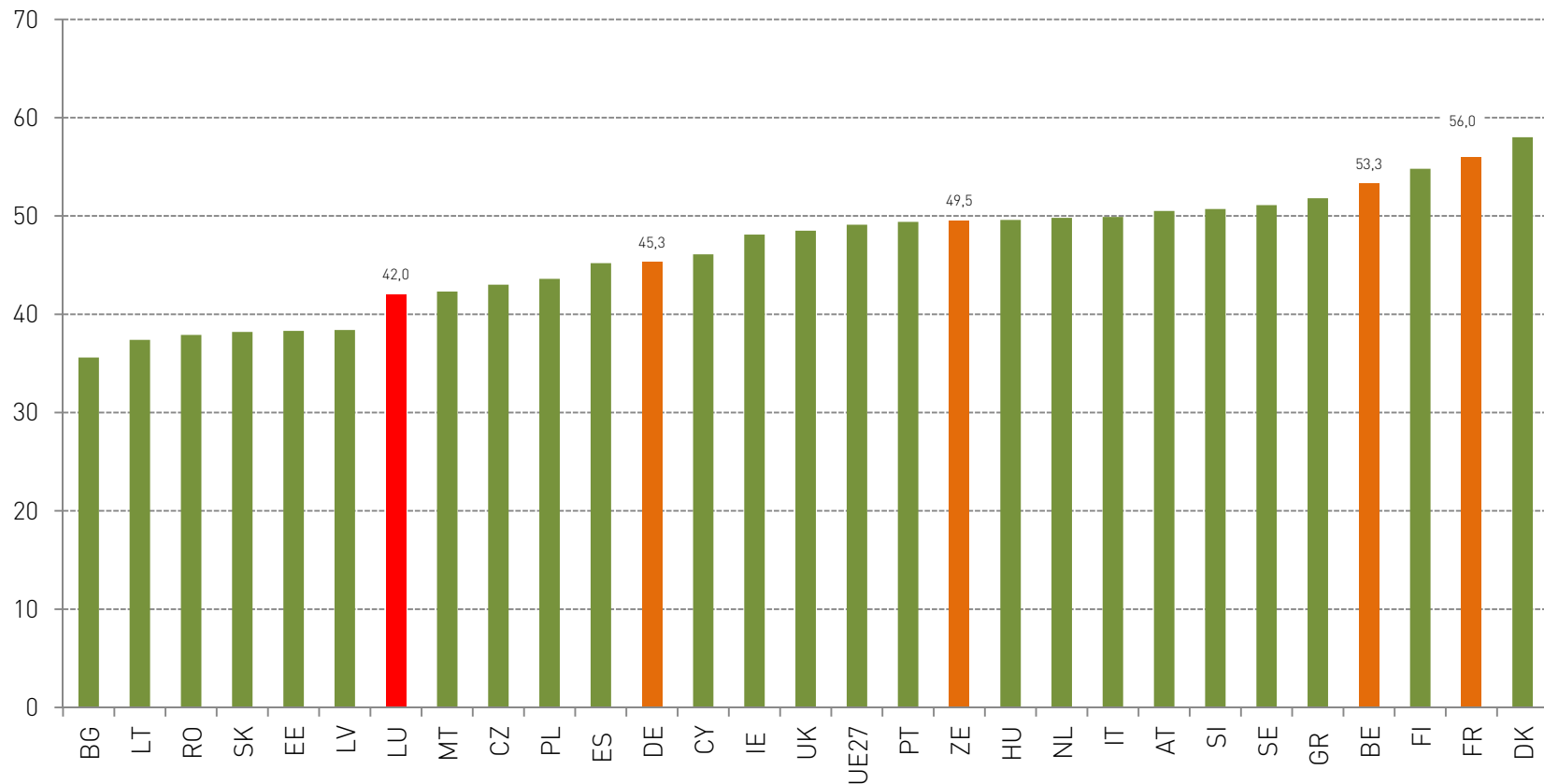
	2011 Compte	2012 Prévisions	2013 Prévisions	Variation*	
				en mio.	en %
Dépenses totales.	12.732,9	13.975,3	14.222,1	+246,8	+1,8%
Recettes totales.	11.735,7	12.327,2	12.929,2	+602,0	+4,9%
Besoin de financement. . .	-997,2	-1.648,1	-1.292,9	+355,2	-

Note:- Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

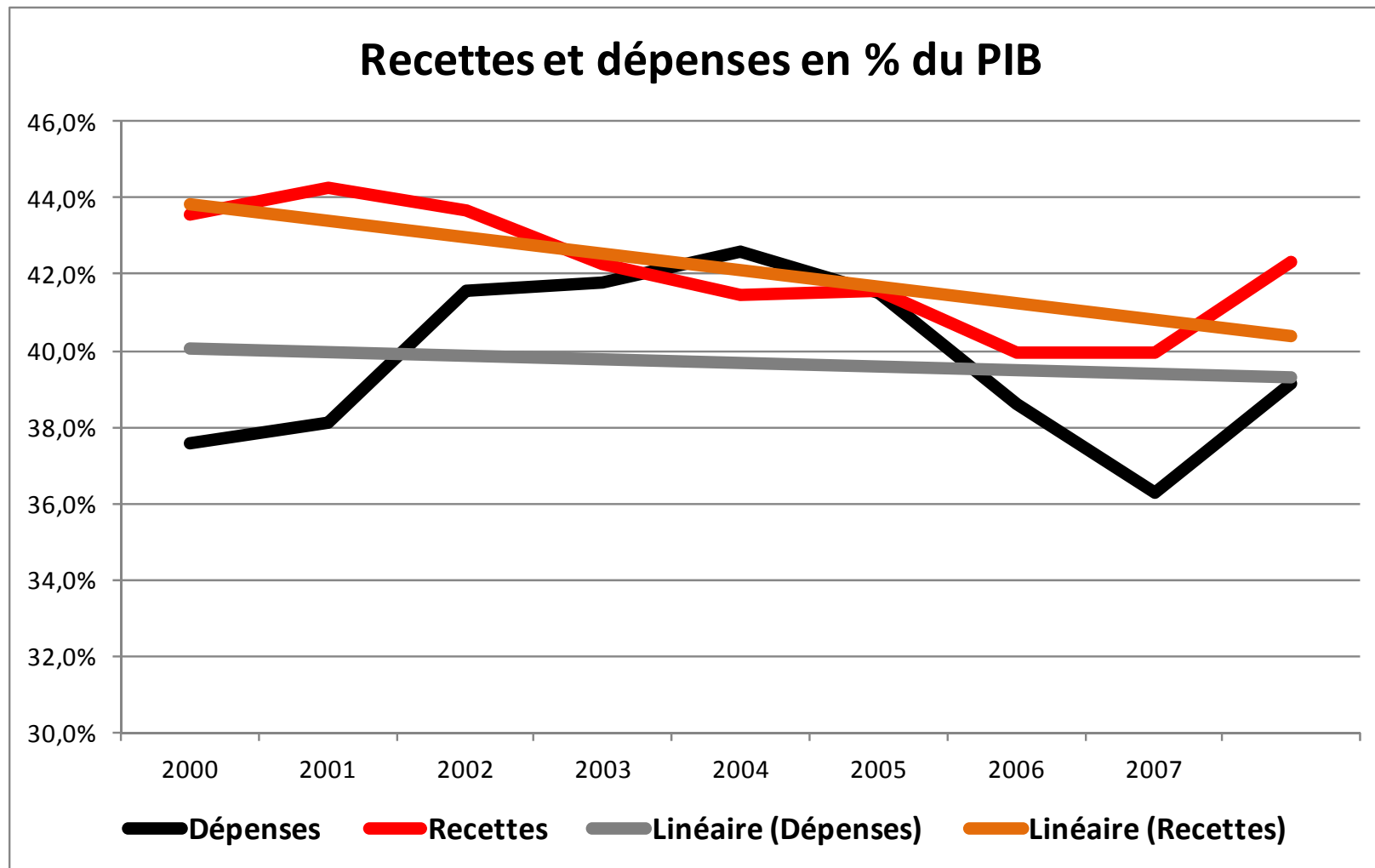
- * Variation des prévisions de 2013 par rapport aux prévisions de 2012.

Des dépenses qui sont peu élevées en comparaison internationale

Dépenses des Administrations publique en % du PIB, 2011

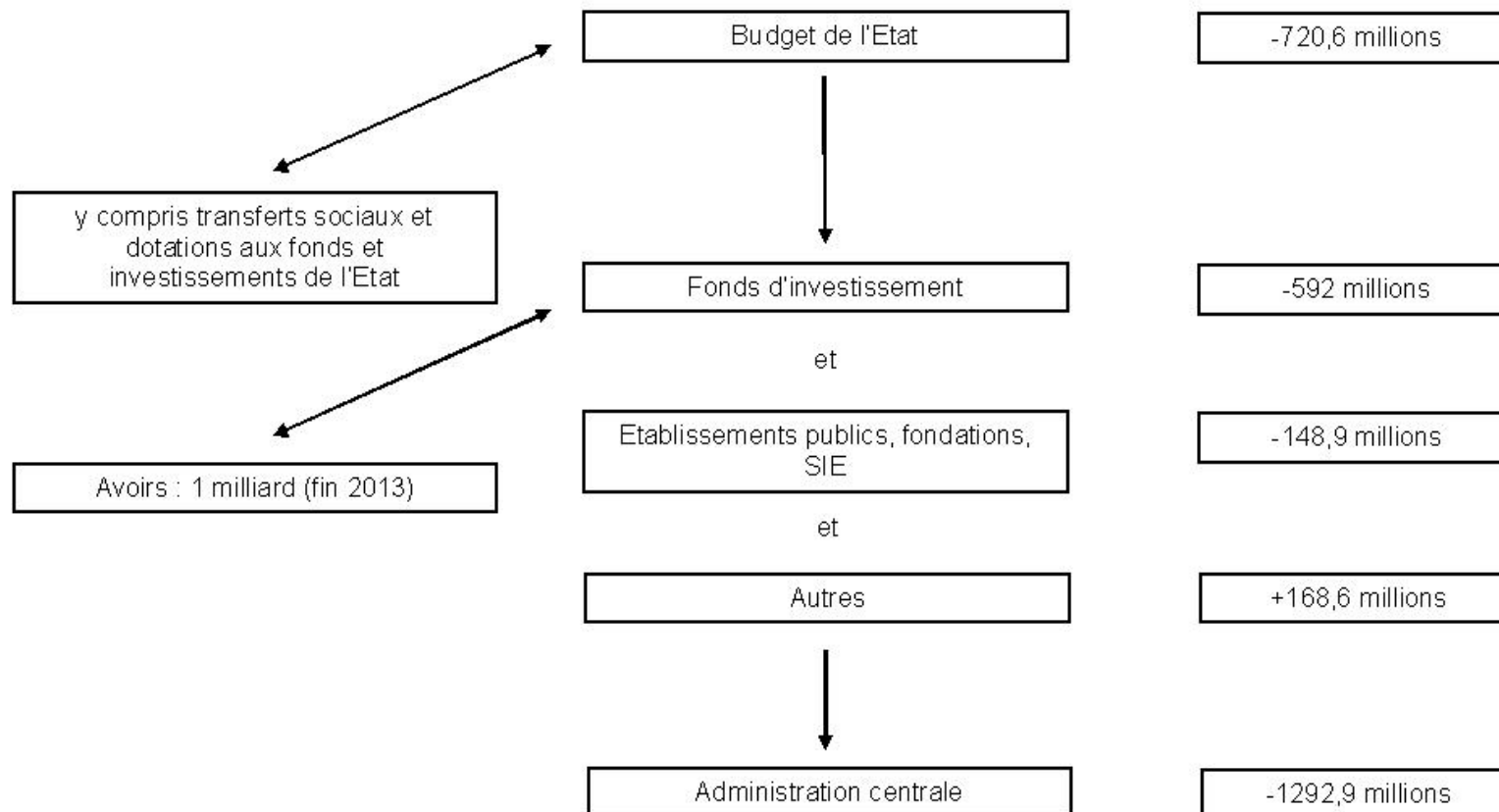


Des dépenses qui stagnent en % du PIB avant la crise et des recettes en baisse tendancielle

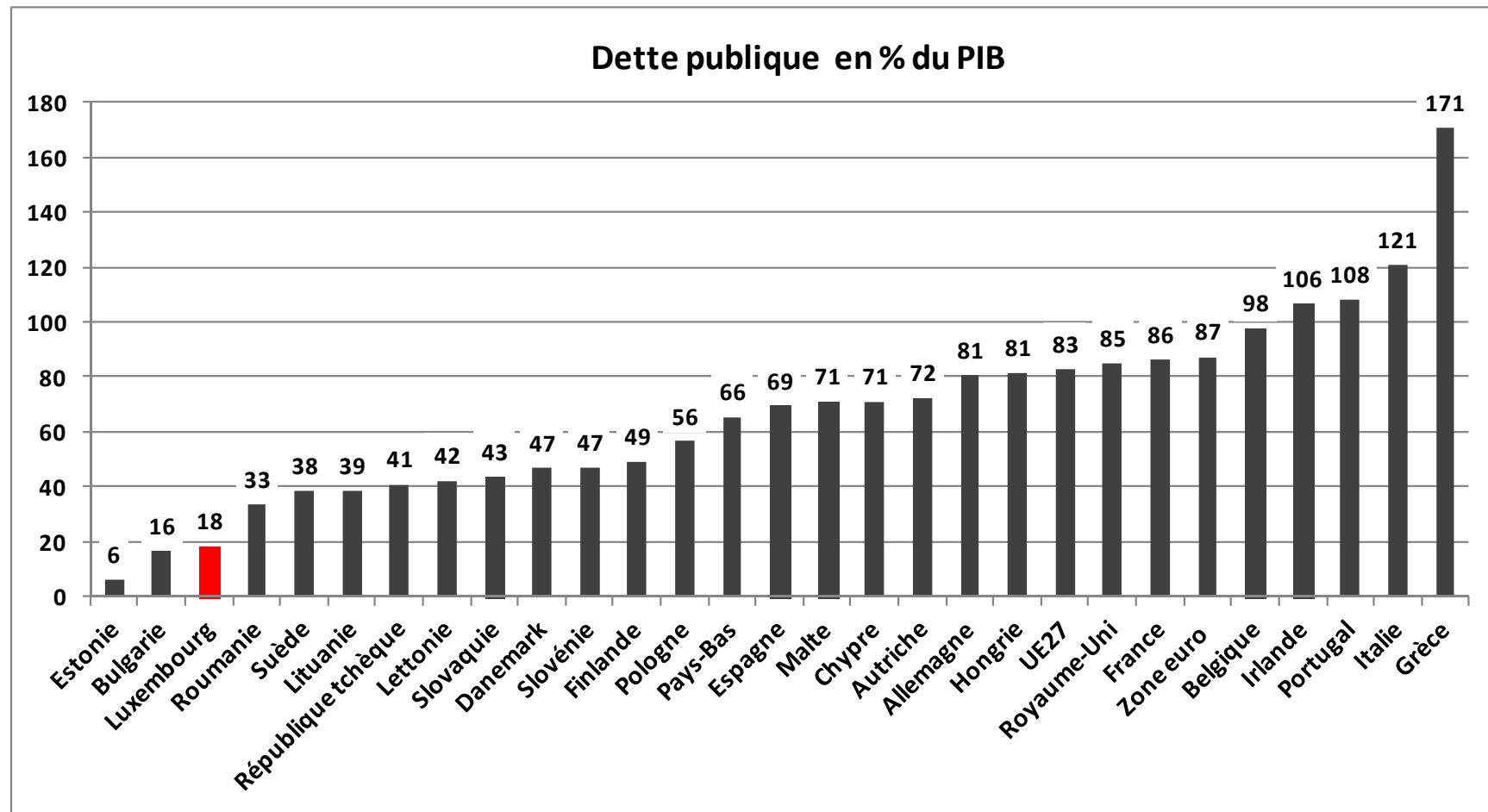


Un déficit partiellement fictif !!!

Passage du budget de l'Etat central vers l'Administration centrale



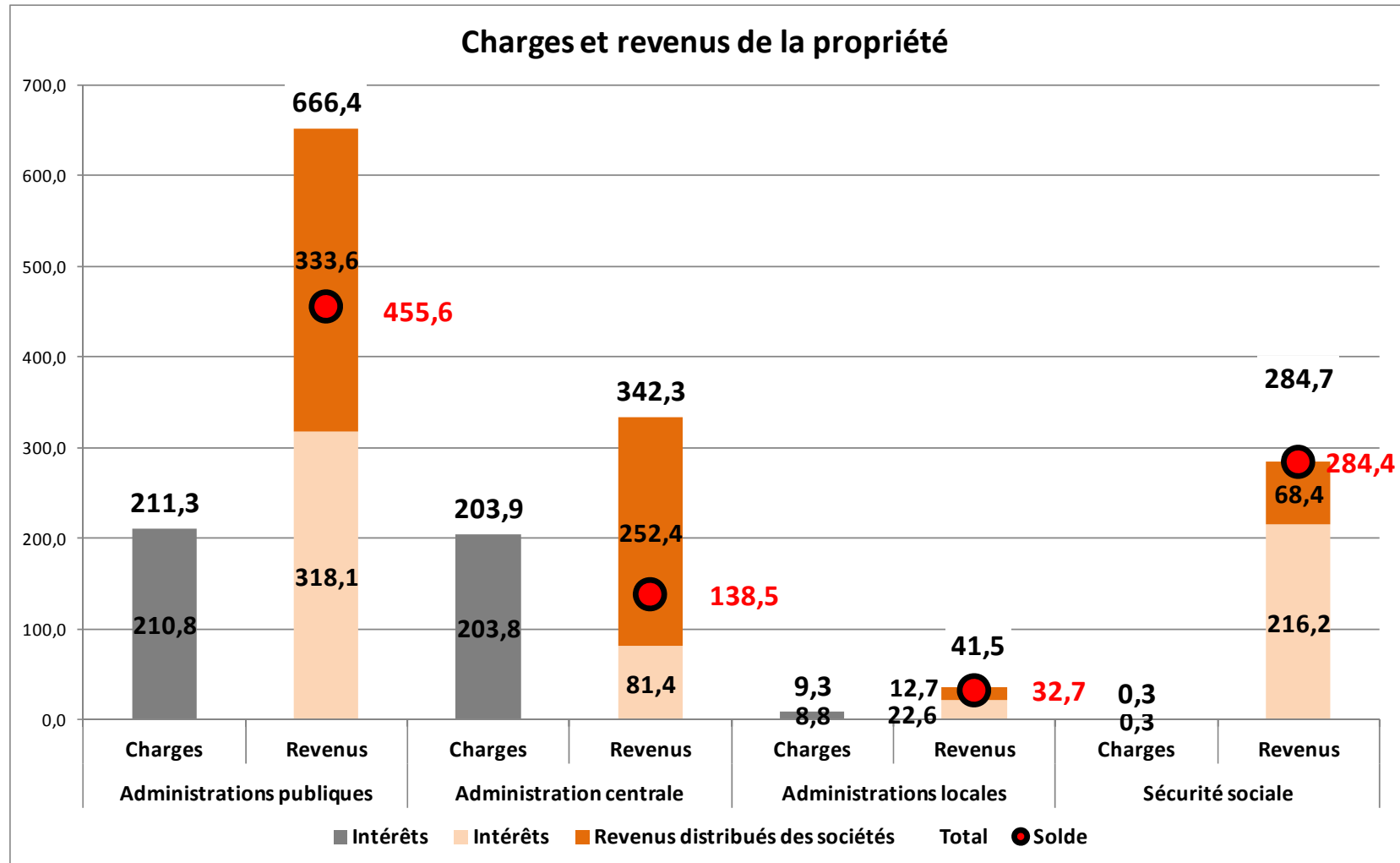
Une dette publique faible ...



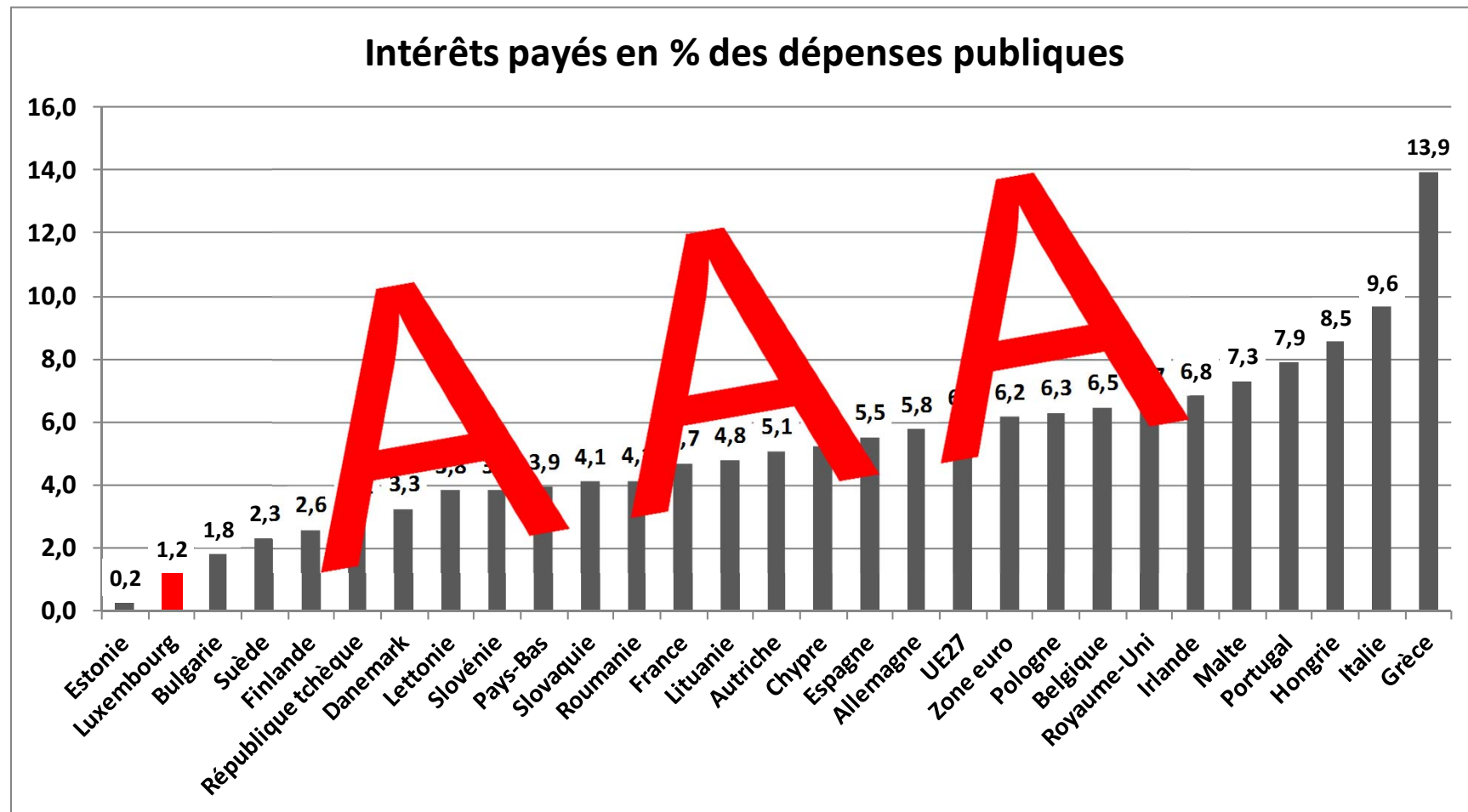
... et à prendre à sa juste mesure



Charges et revenus de la propriété des Administrations publiques



Charge de la dette publique en % des dépenses publiques



Welchen Einfluss haben die Beschlüsse die auf europäischer Ebene getroffen wurden auf unseren Staatshaushalt ?

Une pléthore de critères à respecter

Critères	Seuil	Luxembourg 2011	Luxembourg 2013
Solde nominal	- 3% du PIB	-0,3%	- 1,5%
Solde structurel	- 0,5% du PIB	0,6%	0,1%
Objectif de moyen terme (OMT) structurel	0,5% du PIB	0,6%	0,1%
Évolution annuelle du solde structurel	0,5% du PIB	1,2%	0,1% (?)
Croissance des dépenses admises pour 2013	3,65%	-	2,7%
Dette publique	60% du PIB	18,3%	26% (?)
Dette publique > 60%	Réduire l'écart d'1/20 ^e par année	-	-

Solde public structurel, ici 2011: un indicateur à prendre avec des pincettes

En % du PIB	10 ^e actualisation (2009)	11 ^e actualisation(2010)	12 ^e actualisation (2011)	13 ^e actualisation (2012)
Solde public structurel <u>2011</u>	2	-4,6	0,1	0,6

Sind die Sparmaßnahmen berechtigt oder sind dieselben kontraproduktiv ?

Un budget pro-cyclique

Impact calculé par le Statec de l'ensemble des mesures d'assainissement budgétaire (%)

	2013	2014	2015
PIB volume	-0,3	-0,5	-0,6
Emploi	-0,1	-0,4	-0,6
Taux de chômage	0,00	0,04	0,02
Salaire moyen	0,0	0,0	0,0
Solde public	2,0	1,8	1,6

Statec : un argument pour repousser l'assainissement budgétaire dans une période de plus forte croissance économique

Mesures d'assainissement 2013 : un package déséquilibré

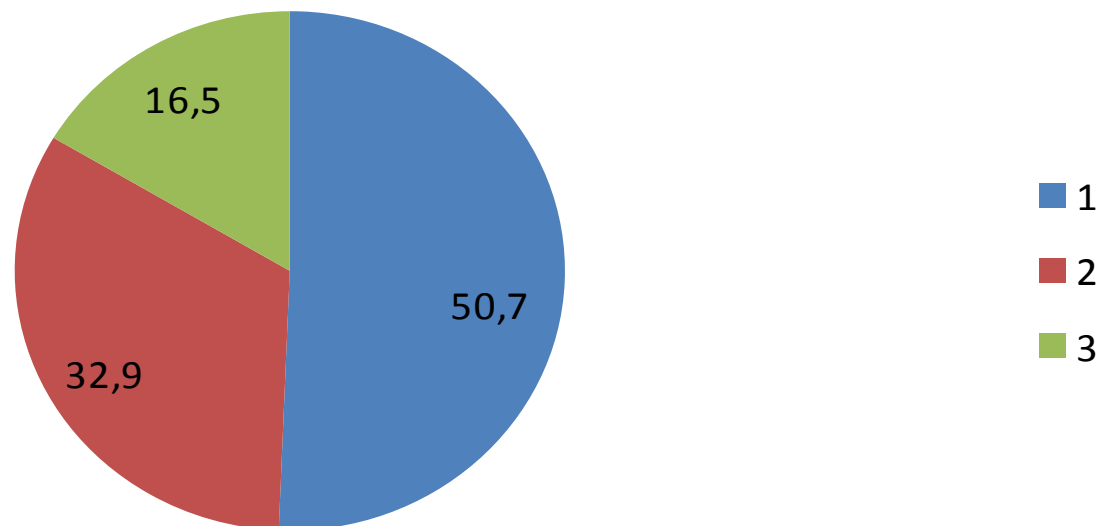
- Économiquement contreproductif et socialement injuste
- 952 millions, dont 45% à charge des ménages et 17% à charge des entreprises
- Incohérences au niveau de la politique du logement
- Incohérences au niveau de la politique familiale
- Incohérences au niveau de la politique de l'emploi
- Non adaptation du revenu minimum garanti à l'évolution des salaires!

Wie werden sich die
Austeritätsmaßnahmen auf die Bürger und
die Wirtschaftsentwicklung auswirken ?

Un train de mesures inacceptable

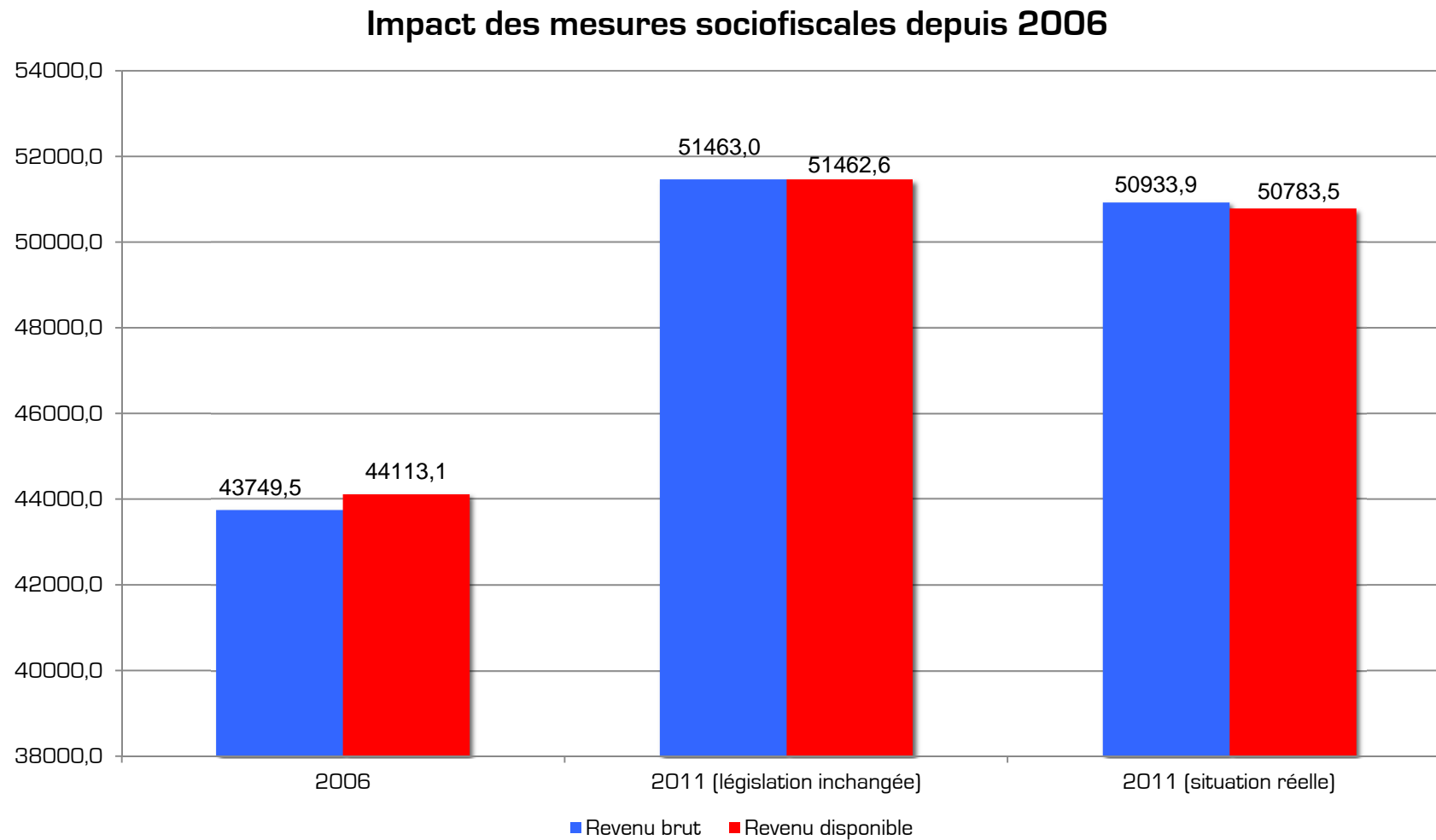
Répartition de la contribution fiscale

(% des recettes fiscales, 2011)



En 2000 : Ménages : 40% ; entreprises: 38% ; autres impôts : 21%

Impact de mesures sociofiscales depuis 2006



Ménage avec 2 SSM qualifiés, resp. 2 fois 2 SSM (2 fois 2.249,03 euros, resp. 4 SSM)

Impact isolé de différentes mesures

	2 SSM qualifiés (4498 euros par mois)		4 SSM qualifiés (8996 euros par mois)	
	Perte mensuelle	Perte annuelle	Perte mensuelle	Perte annuelle
Non adaptation du barème	15,8	190	56,2	674
Frais de déplacement	11	132	27	324
Impôt de solidarité	5,8	70	41,2	494
Intérêts débiteurs	9,4	113	23,7	284

Ménage avec 2 SSM qualifiés (2 fois 2.249,03 euros)

Impact avec modulation de l'index

	Législation constante	Mesures d'austérité
Revenu annuel brut	55214	54314
Revenu imposable ajusté	36885	38220
Impôt	-1420	- 1744
Impôt de solidarité	- 57	- 122
Allocation de rentrée scolaire	388	259
Revenu annuel disponible	55525	54216

Perte de revenu disponible annuel : 1.309 euros ; 2,3%

Perte de revenu disponible mensuel : 109 euros

**Le report des tranches indiciaires n'apporte rien pour les finances publiques !
Le plafonnement de l'index non plus !**

Ménage avec 2 salaires de 3.500 euros

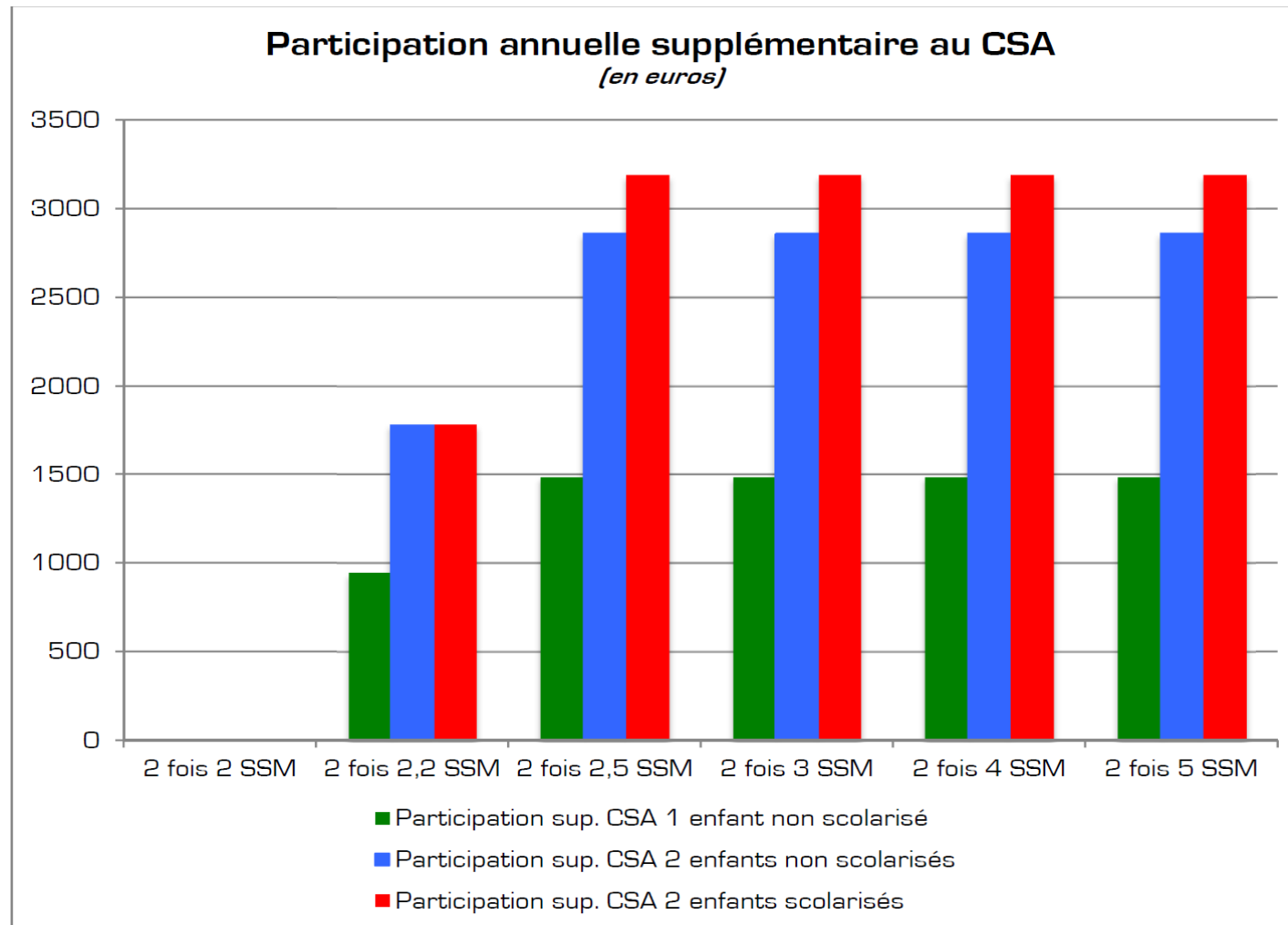
Impact avec modulation de l'index

	Législation constante	Mesures d'austérité
Revenu annuel brut	85925	84525
Revenu imposable ajusté	64202	65093
Impôt	-7088	- 7718
Impôt de solidarité	- 284	- 540
Allocation de rentrée scolaire	388	259
Revenu annuel disponible	76517	74274

Perte de revenu disponible annuel : 2.246 euros ; 2,9%

Perte de revenu disponible mensuel : 187 euros

Modifications au niveau des chèques-service accueil



Ménages avec deux pensions, l'une de 3.100 euros, l'autre de 2.000 euros

Impact avec modulation de l'index

	Législation constante	Mesures d'austérité
Revenu annuel brut	63542	61583
Revenu imposable ajusté	59818	58586
Impôt	- 5904	- 5930
Impôt de solidarité	- 236	- 416
Allocation de rentrée scolaire	-	-
Revenu annuel disponible	55546	53452

Perte de revenu disponible annuel : 2.094 euros ; 3,8%

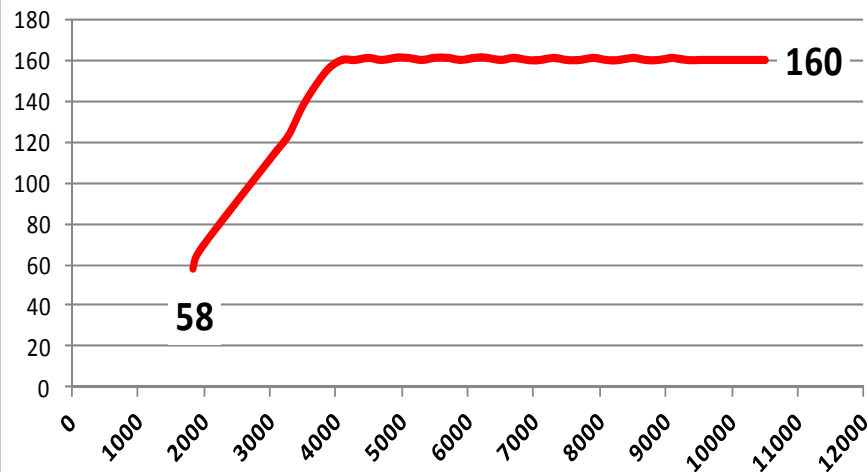
Perte de revenu disponible mensuel : 175 euros

L'annulation de l'ajustement n'apporte rien pour les finances de l'Administration centrale!

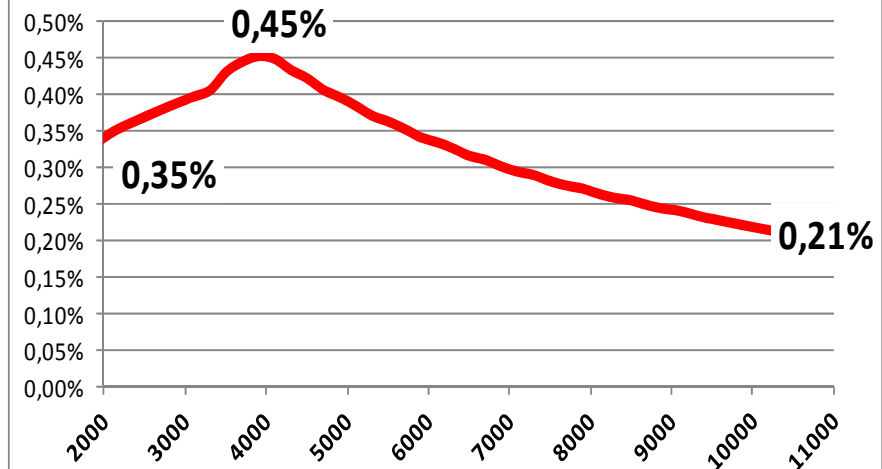
Gewerkschaftliche Alternativen zur aktuellen Sozial-, Finanz- und Steuerpolitik

Suppression du forfait kilométrique: les classes moyennes les plus touchées

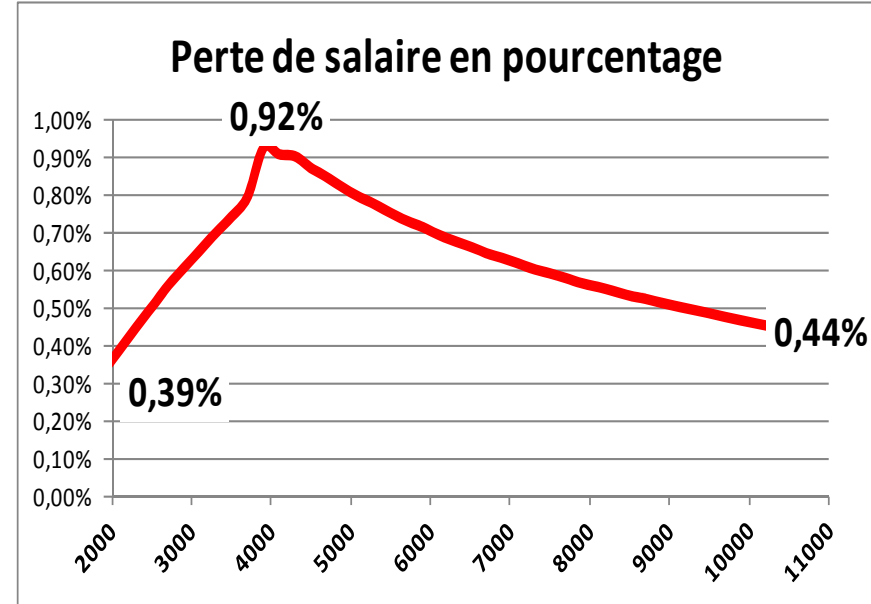
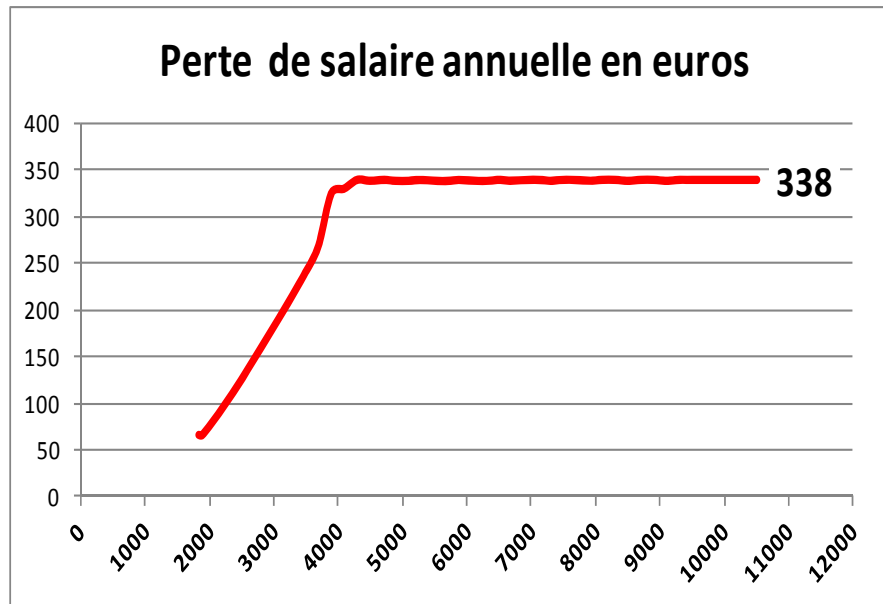
Perte de salaire annuelle en euros



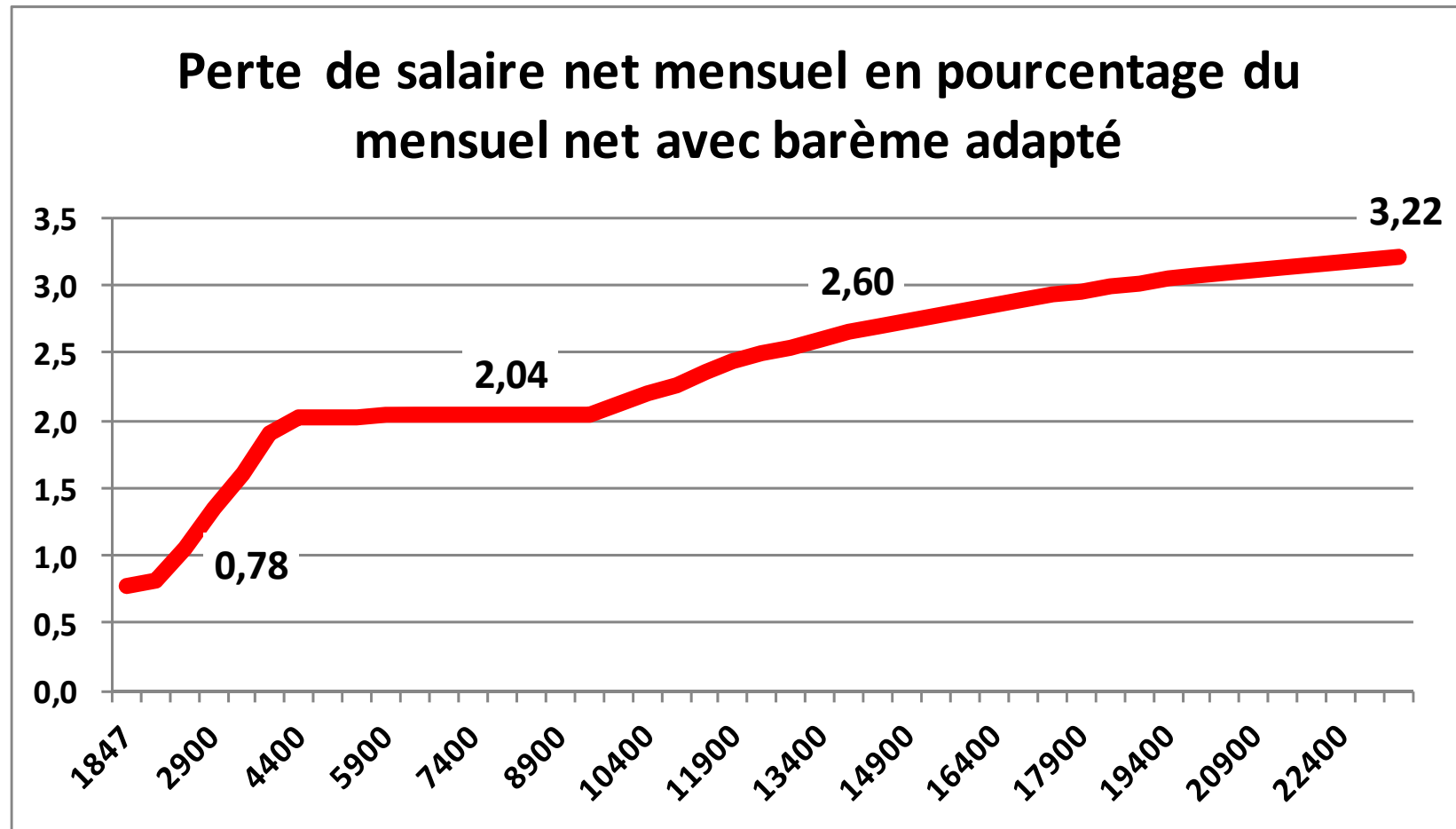
Perte de salaire en pourcentage



Non adaptation du barème : les classes moyennes les plus touchées

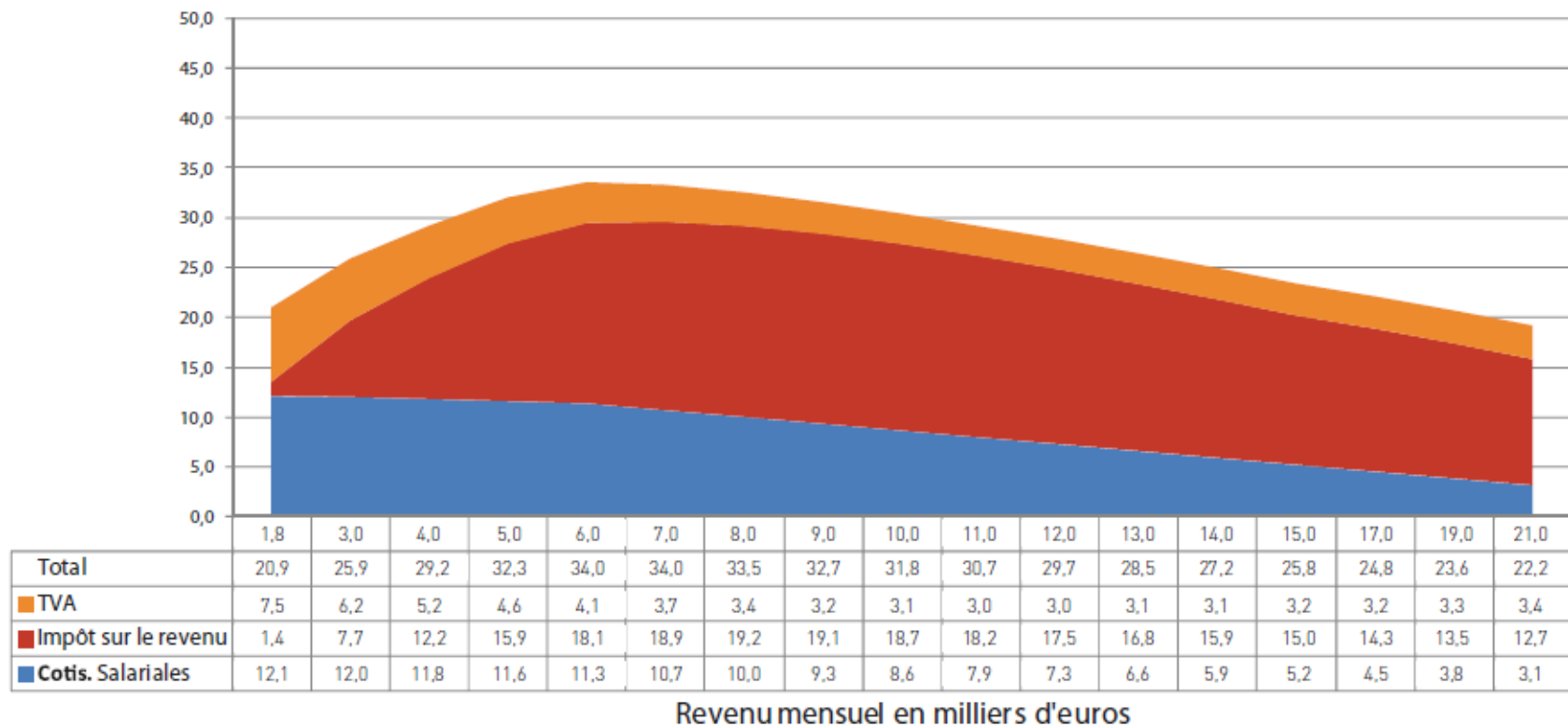


Nécessité d'adapter le barème de manière structurelle



Impact de la non adaptation du barème, de la suppression du forfait kilométrique, de l'augmentation de l'impôt de solidarité et la création d'une nouvelle tranche à 40%

Cotisations, impôts et taxes (y compris sur le capital) en% du revenu brut mensuel, exemple fictif d'une imposition dégressive



Conclusion

- Un budget peu adapté aux circonstances : économiquement contreproductif et socialement injuste
- Réduire les dépenses ne constitue pas une option pour faire face aux problèmes actuels
- Nécessité de rééquilibrer la contribution des différents acteurs au financement des dépenses publiques par des modifications plus structurelles au niveau de la politique fiscale